

L'agenda rural européen fait son chemin

La Commission européenne pourrait adopter une approche plus globale face aux difficultés que rencontrent les territoires ruraux.



péenne (UE). Or, « le soutien financier global de l'UE au développement rural s'est déjà réduit de manière significative par rapport à la précédente période de programmation », souligne Guillaume Cros. « Il ne s'agit pas de créer plus d'administration ou des moyens nouveaux », précise toutefois Gérard Peltre. En revanche, un agenda rural européen « permettrait de créer une dynamique et de décloisonner les approches », espère-t-il.

L'une des idées est de mettre en place un « test rural » pour passer toutes les politiques sous le scanner du développement rural. De tels tests existent déjà ailleurs. Hanna-Mari Kuhmonen, du Conseil rural finlandais, a présenté, lors de la conférence, les avantages et limites de ce test dans son pays. D'un côté, le « test ruralité » a créé une prise de conscience et une meilleure coopération entre les acteurs, a-t-elle expliqué. De l'autre, le côté volontaire du système a engendré des lacunes. Beaucoup d'administrations, déjà débordées par d'autres analyses d'impact, n'ont pas nécessairement donné la priorité à ce test.

L'un dans l'autre, « il y a une prise de conscience » croissante des besoins des territoires ruraux, assure Gérard Peltre. Pour autant, en pleine négociation du Brexit, « il est encore trop tôt à ce stade pour que la Commission européenne s'engage », note-t-il. **N. S.** (1) www.ruraleurope.org/

J'ai bien entendu qu'il y a deux enjeux pour la future politique agricole commune (PAC) : le soutien à l'agriculture mais aussi aux territoires ruraux. » Mihael Dumitru, directeur général adjoint pour l'agriculture de la Commission européenne, paraissait avoir reçu le message 5 sur 5 à l'issue de la conférence sur l'agenda rural européen après 2020, le 4 mai à Bruxelles. Réunis à l'initiative du Comité européen des régions et de l'association internationale Ruralité-Environnement-Développement (R.E.D.) (1), les participants ont constaté qu'il faudrait donner plus de cohérence aux politiques et aux moyens européens destinés aux territoires ruraux.

Ils demandent ainsi un « agenda rural européen ». Ce document stratégique permettrait de fixer des orientations politiques mais aussi de « reconnaître la diversité

Selon Gérard Peltre, président de R.E.D., l'agenda reconnaîtrait les potentialités des territoires ruraux.

des territoires ruraux et leur contribution comme pôle d'innovation », espère Gérard Peltre, président du R.E.D et ancien maire de Lachaussée (55). L'objectif serait de conjuguer les différentes politiques européennes : « La PAC doit aussi être une politique de développement. On doit pouvoir travailler, innover, se cultiver, se transporter... dans le monde rural », remarque Guillaume Cros, vice-président du conseil régional d'Occitanie et rapporteur du Comité des régions sur la réforme de la PAC (lire ci-contre).

Le « test rural »

Problème, les fonds européens risquent de rétrécir comme peau de chagrin avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union euro-